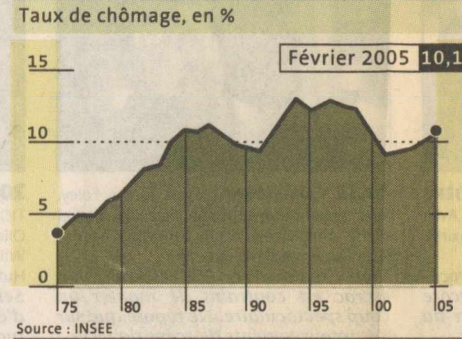


La France et « l'Europe sociale » : vingt-cinq ans de malentendus

CHRONIQUE DE L'ÉCONOMIE

PLUS DE 10% DE CHÔMEURS DEPUIS 1983



concurrence, pourtant si nécessaire dans ce cadre, ne s'est pas accélérée ces dernières années, comme le disent les partisans du non, mais elle s'est au contraire ralentie. Rien n'a été fait sur les services, pourtant première source d'emplois.

SUBSIDIARITÉ

L'autre motif de déception provient d'une illusion sur ce que pouvait apporter « l'Europe sociale ». La construction européenne s'est toujours faite en laissant le social au niveau national pour éviter, justement, que la concurrence ne porte sur ces questions. Chacun a conservé son système de retraite, sa Sécurité sociale. Concernant le marché du travail, l'Europe s'est

contentée de définir des minima. Toute tentative d'harmonisation était impossible, sauf à abaisser, pour le coup fortement, le niveau des pays les plus avancés comme la France.

L'Europe sociale : heureusement non ! L'Union a laissé jouer la subsidiarité, chaque pays se débrouillant à régler son niveau « social » pour autant que sa productivité lui permet de rester compétitif. Cette politique fonctionnelle très bien : la Suède est « très sociale », la Grande-Bretagne moins, toutes deux participent à l'Union. Ce n'est pas l'Europe qui impose le degré de social, mais le choix de chacun.

Cette modestie européenne renvoie à la France la responsabilité quasi entière de ses malheurs sociaux. Le chômage français est la faute des gouvernements de France, pas des « bureaux » de Bruxelles. Tout comme les menaces sur les retraites ou le trou de la Sécurité !

Voilà pourquoi le discours de Jacques Chirac sur TF1 faisant de l'Europe un rempart contre l'ultralibéralisme est pernicieux : le président se défait sur l'Europe bouc émissaire, et, ce faisant, il accreditte l'idée d'une « Europe libérale » qui s'attaque aux avantages sociaux

des Français. Il donne le beau jeu aux partisans du non, qui constatent que « le rempart européen ne marche pas contre le libéralisme » et qui proposent d'accroître le protectionnisme européen.

LES FÉDÉRALISTES DÉÇUS

Proposition illusoire : aucun autre pays européen ne veut de cette Europe forteresse. Et fautive, puisque le problème social est national et non pas communautaire.

Pourquoi, dès lors, une Constitution ? La partie économique et sociale apporte des avancées (droits sociaux, syndicalisme, non-discrimination...) qui ne sont sans doute pas si mineures, puisque les juristes britanniques les redoutent, mais qui restent de principe. La Constitution n'a pas de quoi enthousiasmer les fédéralistes déçus de l'Europe.

Voter non, c'est bloquer d'abord ce pourquoi la Constitution a été faite : le volet institutionnel nécessaire pour régler le fonctionnement d'une Union à 25. Mais c'est aussi maintenir l'idée du bouc émissaire extérieur, responsable de nos malheurs. C'est s'obstiner à croire que le chômage vient d'ailleurs et à repousser les vraies solutions.

Eric Le Boucher

LE CHÔMAGE ! Le chômage ! Le chômage ! Ne cherchez pas ailleurs l'origine de la tentation du non au référendum sur la Constitution européenne. Tout part de là depuis vingt-cinq ans et tout y ramène. En 1983, le taux de sans-emploi atteint 10 %, le débat porte sur l'« autre politique » qui propose de rompre avec l'Europe au nom du socialisme. Nous y revoilà, exactement, sur le thème d'« une autre Europe ».

Quand plus d'un jeune sur cinq ne trouve pas de travail, toutes les familles sont touchées : la souffrance est intime, nationale et dévastatrice. En deux décennies et demie, la crise du pays est devenue permanente, sociale, politique, identitaire. Nous revivons à chaque scrutin le même débat.

La campagne sur la Constitution est une rechute, comme on dit des maladies. Le non est-il irrationnel ? Bien entendu, et comment ! En cas de non, tombent les parties I et II institutionnelles, acceptées par tous, mais la partie III (les politiques), qui est celle qui est dénoncée, reste en vigueur ! Les adversaires de la Constitution écartent les avancées sur les valeurs de l'Union pour se focaliser sur tel ou tel sous-article (droit de vie ou laïcité) révélateurs à leurs yeux d'une volonté cachée, donc complotiste.

BILAN DÉCEVANT

La psychose ne partira, le pays ne retrouvera la sérénité et la foi en l'avenir qu'avec un taux de chômage en nette baisse. Il faudra, à n'en plus douter, un changement de pouvoir en France pour l'espérer.

En attendant, l'Europe a-t-elle une responsabilité dans ce cauchemar ? Peut-on l'accuser de grossir le chômage ? Le débat sur « l'Europe sociale » est habité, depuis dix ans, par de cruels malentendus.

Sur l'idée générale, tout le monde

de s'accorde. Le « Marché commun du charbon et de l'acier » des années 1950 devait apporter la paix, le « marché unique » des années 1980 devait apporter la croissance qui devait engendrer l'emploi. L'euro devait, dans les années 1990, souder le marché intérieur et, poussant l'intégration, accoucher de l'Europe politique. Enchaînement vertueux de la prospérité : chaque pays membre était devenu trop faible dans la division internationale du travail, mais l'Union allait permettre de se construire un jardin, et à chacun d'en récolter les fruits.

Le bilan peut être, aujourd'hui, considéré comme décevant. Pour une raison juste et pour une illusion.

La raison juste est le marché unique, qui n'a pas débouché sur une forte croissance. Les petits pays s'en sortent certes mieux que les grands, comme l'Allemagne et l'Italie. Provocante, la Grande-Bretagne se porte bien de n'être pas entrée dans la zone euro. Mais, globalement, la croissance des Vingt-Cinq est faible, de deux points inférieure à celle des Etats-Unis.

La stratégie d'union n'a pas suffi, parce que, à l'heure de la mondialisation, la surface européenne est dépassée. Les firmes pensent « marché mondial », seule échelle qui compte. Dès lors, les ressorts du dynamisme ne sont plus commerciaux (ou seulement commerciaux), mais relèvent des principes schumpetériens : recherche, innovation, attractivité, création d'entreprises, souplesse d'évolution...

L'Europe pourrait être très positive sur ces chapitres (objets de la stratégie dite de Lisbonne), mais son petit budget est mangé par les objectifs d'hier : l'agriculture et les régions pauvres. L'avancée de la

DANS NOTRE PROCHAINE ÉDITION

Le Monde ÉCONOMIE

Un troisième round économique pour Tony Blair ?

FORT D'UN BILAN POSITIF : croissance en hausse, faible taux de chômage..., le Parti travailliste part favori pour les élections législatives du 5 mai.

EMPLOI

Garder les seniors dans l'entreprise

L'AMÉLIORATION des conditions de travail des plus de 50 ans mobilise les partenaires sociaux.

DÉPÊCHE

■ **JAPON :** Le premier ministre Junichiro Koizumi et le président chinois Hu Jintao devaient se rencontrer, en fin de journée samedi 23 avril, à Djakarta (Indonésie), pour tenter d'apaiser la crise qui oppose les deux pays à propos des atrocités commises par l'armée nippone durant la seconde guerre mondiale en Asie. Pékin a lancé, dans les médias officiels, un appel à faire cesser les manifestations antijaponaises des dernières semaines en Chine. — (AFP, AP.)

GE Commercial Finance
Factofrance

Bien connaître